



Interpellation publique intersyndicale

Monsieur le Directeur Académique,

Les organisations syndicales FSU-SNUipp 64, FNEC-FP-FO 64, CGT Educ'action 64, SE-UNSA 64 et CNT-AIT 64 se font l'écho de la profession pour vous faire part de leur indignation en cette reprise. Les annonces diffusées progressivement par le gouvernement pendant les tous derniers jours des congés de fin d'année et même après la rentrée scolaire n'ont fait qu'ajouter de la tension dans la mesure où elles sont contradictoires avec la communication gouvernementale alarmante sur la dégradation de la situation sanitaire. Maintenir les écoles ouvertes est une volonté commune, pas seulement celle d'un ministre déconnecté de la réalité du terrain mais pas dans des conditions qui créent le chaos dans les écoles et dans les EPLE.

Cela exige cependant des moyens, qui n'ont toujours pas été anticipés après deux années de crise sanitaire et ce, malgré nos multiples alertes. De fait le ministre continue à faire peser sur les personnels et les familles la gestion de la pandémie et transfère sur eux la responsabilité de la santé publique.

Nous nous adressons à vous solennellement ce mercredi 5 janvier et exigeons des réponses rapides et concrètes sur les points suivants dans le but de protéger les personnels dans l'exercice quotidien de leur métier :

- Le non-remplacement des personnels : de nombreux·ses enseignant·es absent·es n'ont pas été remplacé·es, entraînant localement des situations de bricolage. Nous exigeons le recrutement immédiat de personnels par ineats et sur liste complémentaire. Nous refusons le recours aux contractuel·les et aux retraité·es pour pallier ce manque et permettre que l'école ouverte soit une réalité et ne mette pas en péril la continuité du service public d'éducation.

Nous exigeons également des consignes claires et écrites à destination des personnels en cas d'enseignant·es non remplacé·es dans les écoles.

- La crise sanitaire accentuée nécessite des mesures d'urgence que nous réclamons déjà depuis l'an dernier pour protéger les personnels, les élèves et leurs familles : équipement immédiat de toutes les classes en capteurs de CO2 financés par l'Etat, fourniture d'autotests et de masques FFP2 à tous les personnels qui le demandent, fourniture gratuite de masques à tou·tes les élèves, fourniture de gel hydroalcoolique financé par l'Etat, recrutement de personnels de santé scolaire actuellement en nombre très insuffisant.

Les tests demandés aux élèves ne doivent pas reposer sur la responsabilité des familles ni être soumis au contrôle des personnels de l'éducation nationale, mais doivent être organisés par les autorités sanitaires compétentes.

- Les cas positifs : nous exigeons la communication des critères précis entraînant la fermeture d'une classe. L'accueil au compte-goutte des élèves cas contacts met grandement à mal le fonctionnement de l'école, qu'il soit administratif ou pédagogique et désorganise complètement la mise en place des apprentissages des élèves. Nous demandons d'ailleurs une information écrite, claire et rapide à toutes les professeur·es des écoles qu'elles et ils n'ont pas à assurer simultanément le travail en classe et le travail en distanciel pour les élèves en isolement.
- La dotation académique insuffisante : nous exigeons une attribution de postes supplémentaires pour permettre de réduire les effectifs dans toutes les classes, assurer le remplacement des personnels, abonder les RASED et augmenter les décharges de direction dans toutes les écoles.

C'est à ces conditions seulement que les écoles pourront rester ouvertes.

Nous referons le point sur les réponses apportées et déciderons des actions collectives à mener.

Dans l'attente d'une réponse rapide de votre part, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Académique, en notre attachement aux valeurs du service public d'Education.

Pau, le 6 janvier 2021